

Archives de la guerre d'Algérie : un « nouveau pas », selon les médias algériens

AFP, 10 mars 2021

La presse algérienne prend acte du « nouveau pas » d'Emmanuel Macron dans le dossier mémoriel, avec circonspection, au lendemain de sa décision de faciliter l'accès aux archives classifiées de la guerre d'Algérie (1954-1962).

La presse algérienne prend acte du « nouveau pas » d'Emmanuel Macron dans le dossier mémoriel, avec circonspection, au lendemain de sa décision de faciliter l'accès aux archives classifiées de la guerre d'Algérie (1954-1962).

« Le président Macron a fait faire un grand pas, peut-être le plus grand jamais fait, à la recherche de la vérité dans l'histoire de la lutte pour l'indépendance algérienne », écrit le journal quotidien francophone *Liberté*.

« La vérité prime sur le jugement (...). Le jugement de l'Histoire repose sur les faits, pas sur le repentir ou non de leurs auteurs », juge le quotidien

francophone.

Proche du pouvoir, le journal *L'Expression* note « que le président français semble vouloir mettre les bouchées doubles dans la voie d'une relation apaisée avec l'Algérie ».

Tout en estimant que ces « décisions ne manquent pas de courage », le journal francophone relève qu'il s'agit « "d'accès" et non de restitution (des archives) comme l'exige l'Algérie ».

Le président français a décidé de « permettre aux services d'archives de déclassifier les documents couverts par le secret de la Défense nationale (...) jusqu'aux dossiers de l'année 1970 incluse ».

Cette décision vise à écourter les délais d'attente liés à la procédure de déclassification des documents relatifs à la guerre d'Algérie.

Toutefois, les informations sur les 17 essais nucléaires menés par la France dans le Sahara algérien entre

1960 et 1966 doivent rester secrètes, a indiqué l'Elysée, au grand dam d'Alger qui les réclame.

« Gardons-nous de tomber dans le simplisme euphorique. Cette ouverture ne règle pas les contentieux de l'Histoire, car les archives ne disent pas tout et peuvent même désinformer », avertit *L'Expression*.

La presse arabophone soupçonne quant à elle M. Macron d'arrière-pensées électoralistes à l'approche de la présidentielle du printemps 2022 qui coïncidera avec le 60^e anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie (mars) et de l'indépendance algérienne (juillet).

Par cette annonce, « le président Macron tente de s'attirer la sympathie et les voix des sept millions d'Algériens établis en France lors des prochaines élections », estime *El Fadjr*.

Le décision de l'Elysée n'a suscité jusqu'à présent aucune réaction officielle à Alger.

Emmanuel Macron et son homologue Abdelmadjid Tebboune se sont engagés à travailler ensemble sur la question mémorielle.

Mais aucun geste de réciprocité sur la facilitation d'accès aux archives en Algérie, également réclamée par les historiens français et algériens, n'a été annoncé par Alger jusqu'ici.